

Cuba/Politique

Miguel Diaz-Canel élu président

AFP

La Havane/Cuba

Après près de six décennies de pouvoir des frères Castro, c'est une page qui se tourne pour l'île.

LE numéro deux de l'exécutif cubain Miguel Diaz-Canel a été élu pour succéder au président sortant Raul Castro, ce qui met un terme à près de six décennies de pouvoir des frères Castro sur Cuba.

Désigné unique candidat mercredi, ce civil de 57 ans a été comme attendu élu par les députés pour un mandat renouvelable de cinq ans, "avec 603 voix sur 604 possibles, soit 99,83% des suffrages", a annoncé devant l'Assemblée la présidente de la Commission nationale électorale Alina Balseiro, confirmant une information divulguée un peu plus tôt par les médias d'Etat.

Numéro deux du régime depuis 2013, cet homme du système au profil plutôt discret s'est peu à peu imposé aux côtés de Raul Castro, 86 ans, après avoir gravi dans l'ombre les échelons du pouvoir. Chargé de conduire une transition historique après plus de 60 ans de domina-



Photo : AFP

Après 12 ans à la tête de Cuba, Raul Castro a passé la main hier au profit de Miguel Diaz-Canel (à droite), jusque-là numéro 2 de l'exécutif.

tion des frères Castro, il sera le premier dirigeant cubain à n'avoir pas connu la révolution de 1959.

Le poste de premier vice-président, numéro deux de facto du régime, est attribué à Salvador Valdes Mesa, un syndicaliste et cadre de haut rang du parti âgé de 72 ans, a annoncé Mme Balseiro, confirmant également que le Conseil d'Etat, l'organe exécutif su-

prême, comptera comme attendu 13 nouveaux membres sur 31.

Depuis la révolution castriste, la fratrie Castro a écrit une histoire unique de coopération au sommet, parvenant à résister à l'adversité de la super-puissance américaine et à l'effondrement du partenaire soviétique.

Après avoir succédé en 2006 à son frère Fidel,

mort fin 2016, Raul Castro a engagé une série de réformes autrefois impensables, comme l'ouverture de l'économie au petit entrepreneuriat privé, et a surtout orchestré un rapprochement spectaculaire avec les Etats-Unis.

S'il quitte la présidence, il n'abandonne toutefois pas totalement les rênes à son successeur, puisqu'il doit conserver ses fonctions de secrétaire général du puissant Parti communiste de Cuba (PCC) jusqu'en 2021, l'année de ses 90 ans.

La nomination des membres du conseil des ministres devrait intervenir dans les prochains jours.

• **L'engagement de Miguel Diaz-Canel.** Miguel Diaz-Canel, élu pour succéder à Raul Castro à la tête de Cuba, s'est engagé hier à "poursuivre" la révolution et les réformes économiques lancées par son prédécesseur, sans toutefois faire d'annonces concrètes.

• **Raul Castro cédera bien la tête du parti en 2021.** Le président sortant de Cuba Raul Castro a confirmé hier qu'il quitterait en 2021 son poste de secrétaire général du Parti communiste de Cuba (PCC), qu'il laissera à son successeur à la présidence Miguel Diaz-Canel.

Sénégal/Politique

Manifestation réprimée et interpellation d'un ancien Premier ministre

AFP

Dakar/Sénégal

Idrissa Seck et plusieurs opposant protestaient contre le vote d'une révision du code électoral.

LA police sénégalaise a dispersé hier des manifestants à coup de gaz lacrymogène et interpellé plusieurs opposants, dont l'ancien Premier ministre Idrissa Seck, venus protester contre le vote d'une révision du code électoral, moins d'un an avant la présidentielle, a-t-on appris de sources concordantes.

Une autre figure de l'opposition, Malick Gakou, a également été interpellé avec trois de ses militants, selon sa formation le Grand Parti, tout comme le président du mouvement Agir, Thierno Bocoum, selon un de ses proches.

Idrissa Seck, qui a dirigé le gouvernement (2002-2004) sous Abdoulaye Wade, a été interpellé alors qu'il était "en route pour l'Assemblée", a déclaré sur la radio RFM un responsa-



Photo : AFP

C'est à coups de tirs de gaz lacrymogène que la police a dispersé hier une manifestation d'opposants à la révision du code électoral.

ble de son parti Rewmi (le "pays"), Mbacké Seck. L'information a été confirmée à l'AFP dans l'entourage de l'ex-Premier ministre.

Une centaine de manifestants, qui avaient érigé une barricade de branchages au milieu d'une rue proche du Parlement, dans le quartier de Dakar-Plateau, ont été dispersés par des tirs de gaz lacrymogène en milieu de matinée, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Un groupe d'une cinquantaine de manifestants ont ensuite lancé des pierres sur un véhicule de la police,

qui a répondu par de nouveaux tirs de gaz lacrymogène, selon la même source.

Au même moment, dans une Assemblée nationale placée sous la protection de dizaines de policiers casqués et munis de boucliers, les députés ont entamé l'examen d'un projet de loi imposant un parrainage à tous les candidats de la présidentielle, dont le premier tour est prévu le 24 février 2019, selon une autre journaliste de l'AFP. L'opposition et des associations de la société civile avaient appelé à protester

hier contre cette loi, malgré l'interdiction des manifestations dans ce quartier.

Selon la majorité, ce texte, approuvé lundi en commission de l'Assemblée, vise à faire "progresser la démocratie".

Porté par le président Macky Sall, élu en 2012 et très probablement candidat à sa succession, le texte prévoit que les candidats devront recueillir le parrainage d'1% du corps électoral, soit environ 65 000 personnes, domiciliées dans sept régions au moins.

Les autorités affirment craindre une inflation du nombre de candidats à la présidentielle dans un pays qui compte près de 300 partis, rappelant la présence de 47 listes aux législatives de juillet 2017.

"Le but unique de cette forfaiture est évident aux yeux de tous : empêcher les candidats de l'opposition" de se présenter à la présidentielle et faciliter une "réélection frauduleuse de Macky Sall", a affirmé en début de semaine la coalition de l'opposition.

Sortir

Restaurants



Buffet Familial
TOUS LES DIMANCHES
à partir de 12h 30

8 000 F. / Enfant
12 000 F. / Adulte
22 000 F. / Couple

Pour vos enfants
Ecole de : Tennis, Natation, Basket et Football

CASINO CROISSETTE

LE LOUNGE & LES JEUX

HAPPY HOURS
TOUS LES JOURS
de 18h à 21h



et le Dimanche toute la nuit pour la soirée Salsa

publi.com Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20